

# Les ONG prises pour cible au Rwanda

Trois membres de Médecins du monde ont été tués samedi à bout portant, et un autre blessé.

Trois coopérants espagnols de Médecins du monde, Manuel Madrazo Osuna, 42 ans, Maria Flores Sirena, 33 ans, et Luis Valtuena Gallego, 30 ans ont été tués à bout portant samedi, chez eux, près de Ruhengeri, à quelque 70 km de la frontière entre le Rwanda et le Zaïre. Un volontaire de la section américaine de MDM, Nitin madhav, 28 ans, a été blessé à la jambe et amputé avant d'être évacué vers Kigali. Il était environ 20 heures, quand une dizaine d'hommes armés sont entrés dans la maison des coopérants, qui travaillaient sur un projet de santé français. Ces hommes, suspectés d'être d'anciens militaires et miliciens hutus dont plusieurs milliers sont rentrés en novembre du Zaïre, avaient

essayé auparavant d'agresser le personnel de Médecins sans frontières Hollande et de Save the Children.

Sous le choc, Médecins du monde à Paris a décidé de «suspendre toutes ses activités au Rwanda jusqu'à l'éclaircissement de cette tragédie». Ce n'est pas la première fois que les organisations humanitaires de la région sont la cible de violences. Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les droits de l'homme a suspendu ses activités dans six communes de la préfecture voisine de Gisenyi, à la suite d'une agression dont ont été victimes lundi dernier deux de ses enquêteurs. Le 11 janvier, un hôpital a été attaqué dans la même préfecture, et trois Rwandais tués.

Mais l'attaque de Ruhengeri dépasse les précédentes en violence. L'intervention de l'Armée patriotique rwandaise (APR) a déclenché des tirs de roquettes et de mitrailleuses qui ont duré une heure et demie. Selon les autorités rwandaises, d'autres groupes armés s'en sont également pris à un camp militaire, où trois soldats de l'APR ont été tués.

Hier, les responsables des ONG de la région rencontraient les autorités rwandaises et devaient ensuite décider de suspendre ou non leurs activités. A Madrid, un porte-parole du Parti populaire espagnol (PP, au pouvoir) a demandé «l'envoi d'une force militaire dans la région des Grands Lacs afin de garantir le travail des ONG» ●

M.-L.C. (avec AFP, Reuter)

## Vague d'arrestations au Burundi

Le major Buyoya, arrivé à la tête du Burundi en juillet 1996 par un putsch contre le président (hutu) Ntibantunganya, a fait arrêter hier matin son vieil ennemi, militaire et tutsi comme lui, Jean-Baptiste Bagaza. Les deux hommes sont des rivaux de longue date: Bagaza, qui fut président du Burundi de 1976 à 1987, avait lui aussi été renversé par Buyoya. En juillet, Jean-Baptiste Bagaza ne s'était pas privé de critiquer le coup d'Etat de son rival. Et s'était publiquement demandé «pourquoi» Buyoya, considéré comme un modéré, avait été choisi par les militaires pour prendre la direction du pays.

Un colonel ainsi qu'un neveu de Bagaza, Innocent Sabiyumva, ont également été arrêtés hier matin, pour «atteinte à la sûreté» de l'Etat. Vendredi soir, 22 personnes, membres du comité exécutif d'un mouvement radical de la jeunesse tutsi (Sojedem), avaient déjà été interpellées par les renseignements généraux.

Ces dernières semaines, plusieurs représentants de la tendance tutsie radicale se sont montrés très critiques à l'égard de Pierre Buyoya. Ce dernier, pris entre les exactions de son armée, qui vient de massacrer plus d'une centaine de réfugiés hutus rentrant de Tanzanie, et les attaques des rebelles hutus, qui ont encore fait 18 victimes ce week-end, a choisi de les faire tuer.